



Arrêt immédiat de la répression contre les travailleurs et la jeunesse palestinienne ! Réintégration des travailleurs licenciés !

3 novembre 2015

Depuis le 1er octobre, plus de 70 Palestiniens (dont de nombreux enfants) ont été tués, et plus de 2.600 blessés par balles, à Jérusalem et en Cisjordanie, ainsi qu'à Gaza lors de manifestations devant l'armée israélienne qui les empêche de sortir de cette prison à ciel ouvert. Les images qui nous parviennent sont terrifiantes, l'armée et la police israélienne ne semblant plus connaître aucune retenue, encouragées par leur gouvernement, et par une impunité totale dont bénéficient les criminels israéliens, qu'ils soient colons, policiers ou militaires, qui s'ajoute à celle dont jouit l'Etat d'Israël dans le concert des nations. Dans le même temps, 322 travailleurs arabes palestiniens ont été licenciés des entreprises en Israël au prétexte du « maintien de la sécurité », de fait licenciés au seul motif qu'ils sont arabes, alors que des centaines d'agressions racistes sont perpétrées.

Si les médias occidentaux parlent de violences dans lesquelles les deux camps ont leurs parts de responsabilité, il faut rappeler que face aux jets de pierre et aux armes blanches, Israël détient l'une des plus puissantes armées du monde, et rappeler surtout que depuis près de 70 ans le gouvernement d'Israël bafoue le droit international en continuant à occuper et coloniser les terres palestiniennes, en continuant la construction du mur d'apartheid et les discriminations des Palestiniens d'Israël, en poursuivant le blocus de Gaza, en emprisonnant arbitrairement des milliers de Palestiniens et en refusant le droit au retour de millions de réfugiés palestiniens.

Les mesures prises par le gouvernement Nétanyahou (tir à balles réelles sur les jeunes qui jettent les pierres -permis officiel de tuer-, démolitions des maisons de ceux qui sont impliqués dans des attaques au couteau, fermeture des quartiers palestiniens de Jérusalem) sont des punitions collectives et un nouveau recul de l'état de droit, au profit d'une justice expéditive qui fait fi des enquêtes et procès. La violence inouïe exercée par l'Etat d'Israël, avec le silence complice du gouvernement français, doit être dénoncée avec force, et tout doit être mis en œuvre pour faire cesser ce bain de sang qui n'est que la conséquence d'une occupation militaire et d'une colonisation qui n'ont que trop duré.

La CGT-INRA est solidaire de l'appel de l'Union des Comités du Travail Agricole (UAWC, <http://uawc-pal.org/Files/12abf9ab-8b06-44a9-8aea-f659784b3b8b.pdf.pdf>) et de celui du syndicat des travailleurs arabes (Arab Workers Union in Israel, <https://enawui.wordpress.com/>) pour la réintégration des travailleurs licenciés et pour faire cesser la terreur du gouvernement israélien contre le peuple palestinien.

La CGT-INRA s'associe à l'appel BDS de 2005 de la société civile palestinienne pour un boycott de toutes les institutions économiques, culturelles et universitaires israéliennes.

Ce message sera envoyé à l'ambassade d'Israël en France.